LES AMIS DE FORCE-OUVRIÈRE

POUR LE RETOUR AUX FONDAMENTAUX À FO ET CONTRE LA DÉRIVE CORPORATISTE ACTUELLE

Bulletin n°26

Non à un secrétariat général FO qui trahit le mandat en défendant la répression des manifestants aux justes revendications et signe un accord sur les retraites qui entérine la baisse du pouvoir d'achat…

Non à l'ordre bourgeois, oui à la justice…

FO avec la jeunesse et les travailleurs pour combattre la politique de classe répressive du gouvernement Macron …

Dans sa Résolution, le Comité confédéral national des 23 & 24 septembre 2026 :

« dénonce les attaques contre l'Éducation nationale et s'oppose fermement aux vagues successives de suppressions de postes d'enseignant et revendique le retrait des dispositifs Parcoursup, Mon Master, et "Bienvenue en France".

Le CCN refuse les PSE dans les centres de formation, soutient l'AFPA là où cela impacte son offre, son maillage territorial, son personnel, en contradiction avec les missions attribuées et exige des moyens pour éviter les pertes d'emploi.

Le CCN rappelle l'engagement de Force ouvrière contre toute forme de discrimination. Il faut œuvrer à tous les niveaux afin de garantir une égalité réelle. Le CCN réaffirme son engagement à œuvrer au côté de la CSI et au sein de l'OIT pour le progrès social, la défense des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes afin de garantir la paix par la justice sociale.

Le CCN soutient les initiatives et déterminations des structures FO pour aider les salariés, les retraités et la jeunesse à mettre en échec les budgets d'austérité, obtenir les augmentations de salaires et le blocage des prix. Il donne mandat au bureau confédéral pour préparer la mobilisation interprofessionnelle, y compris par la grève et dans l'action commune, pour gagner sur les revendications. »

Face à ça, pour les manifestations du 17 octobre, le gouvernement Macron / Lecornu a choisi une seule option : la répression. On connaît la chanson : il faut qu'il y ait des violences pour ne pas parler des revendications. Déjà en 1994, des violences « autorisées » avaient eu lieu (certaines filmées) pour ne pas entendre les revendications de la jeunesse. Pareil en 2006, où des violences avaient eu lieu à la Sorbonne, alors que la manifestation se terminait loin de là, à Sèvres Babylone. À chaque fois, on pleure sur les violences, sans se demander pourquoi les « casseurs » ou blacks blocks n'apparaissent que pour discréditer des manifestations sociales, disons de gauche. Et on voudrait nous faire croire qu'ils seraient « d'ultragauche »… alors pourquoi n'interviennent-ils pas seuls et contre des symboles du capitalisme ou de la réaction ? Par exemple, pourquoi pas de « casseurs » contre la venue du pape ? Mais là, calme plat… pas de « casseurs » à l'horizon… Mais, pour contrer les lycéens et la jeunesse du pays et faire passer leurs légitimes revendications au second plan, nos « casseurs », de fait, auxiliaires du gouvernement, apparaissent pour disparaître jusqu'à la prochaine fois.

C'est à chaque fois la même rengaine. Sauf que le 17 octobre, l'ampleur de la casse a dépassé le gouvernement. Comment comprendre des violences comme à Limoges ou à Lyon sans ordre pour y mettre un terme au plus tôt… Comment comprendre des ordres douteux donnés aux forces de police à Paris, au point de les rendre absentes de lieux de pillage ; ce qui a été dénoncé par le Maire de Paris. En tout cas, le but a été atteint : les médias n'ont parlé que des violences et des revendications à la marge (selon Acrimed, sur le service public 8 % pour les revendications et 75 % pour les violences).

Sauf que le rôle d'une organisation syndicale fidèle à la Charte d'Amiens, c'est de mettre les revendications au premier plan

avec ceux qui revendiquent. Ce qui revient à respecter le cadre donné par le CCN.

D'où une totale stupéfaction en lisant le communiqué du 18 octobre signé par le secrétaire général de FO :

> « ***Une manifestation ne doit avoir qu'un seul but : faire aboutir les revendications.***
>
> ***Il ne peut s'agir ni de casse ni de pillage, ni de violence envers les agents en charge de l'encadrement des manifestations.***
>
> ***Les revendications pour les salaires du public et du privé, l'emploi et les services publics sont légitimes tout comme celles portées par les lycéens.***
>
> ***Force ouvrière condamne les exactions qui viennent à l'encontre des revendications.***
>
> ***FO réaffirme son soutien aux policiers nationaux et municipaux, aux pompiers, aux agents des préfectures et plus généralement à l'ensemble des agents publics mobilisés dans ce contexte de tensions. Ils accomplissent leurs missions dans des conditions particulièrement difficiles, avec professionnalisme et courage pour protéger la République.***
>
> ***La Confédération réitère également son soutien plein et entier à tous les salariés et agents de la fonction publique confrontés à toutes les conséquences des exactions.***
>
> ***La République, la démocratie, doivent être respectées, défendues et protégées ! »***

Ce communiqué ne respecte pas la résolution du CCN. Où sont passées les revendications retenues par le CCN contre Parcoursup ou Mon Master ? Ne restent que les violences et la défense de la police… Alors que c'est le gouvernement qui est condamnable, lui qui refuse toute négociation depuis des années et se livre à des coupes budgétaires permanentes contre les services publics. Ce gouvernement a choisi la répression et donné des ordres en ce sens. Voilà qui est condamnable. Et qui l'a été par des experts des Nations Unies le 28 octobre.

Ce qu'il faut condamner ce sont les ordres du gouvernement conduisant à 8000 interpellations en quelques jours : du jamais vu en matière répressive. Ce que défend, depuis toujours et dans ses statuts, la CGTFO, c'est la justice. Or ce communiqué ne défend pas la justice, mais l'ordre tel que défini par le gouvernement. Ce n'est ni le rôle ni la fonction du syndicalisme de la Charte d'Amiens.

Alors que le bilan selon le ministère de la Justice est de plus de 8000 interpellations, avec 85 % de mineurs. Mais de cette répression sans équivalent contre la jeunesse, pas un mot dans le communiqué ! Pas un mot sur les manifestants éborgnés ou ayant perdu une main, du fait de l'usage d'armes qui sont autant de moyens de réprimer, d'intimider, de remise en cause violente du droit de manifester. Ce qu'il faut revendiquer, y compris par respect pour la police, c'est l'interdiction des grenades et autres LBD, armes dangereuses et dont la fonction est de dissuader de manifester…sans y parvenir…

- Et comment un syndicat digne de son mandat peut-il oublier que les jeunes sont le plus souvent en CDD, en intérim ou en apprentissage (lequel recule à cause de la diminution des aides publiques par le gouvernement !). Ceci avec la hausse de 17,4 % sur un an des inscriptions lors d'une première entrée sur le marché du travail et de 13,4 % des inscriptions après une fin de contrat. Les inscrits de moins de 25 ans sans aucune activité augmentent de 2,4 % sur le trimestre et de 2 % sur un an. En tenant compte de l'activité réduite, leur nombre progresse de 1,5 % sur le trimestre et de 3,4 % sur un an. Le taux de chômage des 15-24 ans est au deuxième trimestre à 21,6 %, contre une moyenne de 8,3 % tous âges confondus ! Et à cela, en grande partie provoqué par la violence antisociale de Macron et C°, ce gouvernement ne répond que par la répression ! La preuve de la responsabilité de la politique du gouvernement Macron c'est que le taux de chômage des jeunes est 6,7 % à 7,4 % en Allemagne, 8,6 aux Pays-Bas. Pas un mot du constat social dans le communiqué, seulement le respect de l'ordre… celui mis en place par le gouvernement, pas celui de la justice sociale qui est en berne. Et ça, c'est de la violence.

Quant aux forces de police, il faudrait d'abord revendiquer que le pouvoir politique cesse de les utiliser comme force non pas d'ordre, mais de répression avec des moyens dangereux qui mettent en cause un droit incontestable, celui de manifester. Rien de tout cela dans le communiqué et pas la condamnation, ce qui est élémentaire, de Macron, Nunez et C° qui mènent une politique de classe d'une injustice sociale dont la violence ne peut qu'être condamnée. Et qui vont demander aux préfets, le 24 octobre, d'interdire de manifester dans plusieurs villes… tout en laissant, dans certaines villes des milices d'extrême droite s'en prendre aux manifestants (d'où une plainte du maire de Montpellier) .

Comme si ce communiqué ne suffisait pas, le secrétaire général de FO devait publier un éditorial en date du 21 octobre :

> « ***Les images de la journée du 17 octobre ne peuvent que susciter effarement, colère et incompréhension : colère face à des bâtiments publics saccagés ou incendiés — la mairie de Limoges, la préfecture de Bordeaux ou l'office du tourisme de Lyon —, face à des commerces vandalisés et pillés, incompréhension car les violences et destructions n'ont jamais fait avancer les revendications, quelles qu'elles soient.***
> ***Au contraire, elles discréditent les revendications légitimes des manifestants, notamment celles des lycéens et étudiants qui sont descendus dans la rue samedi dernier.***
> ***Dès dimanche matin, la confédération a jugé nécessaire de communiquer pour condamner les violences et rappeler que le droit de manifester ne donne pas le droit de casser, piller, brûler. Réaffirmer aussi que la République, la démocratie, doivent être respectées, défendues et protégées !***
> ***Force Ouvrière a redit tout son soutien aux policiers nationaux et municipaux, aux pompiers, aux agents des préfectures et plus généralement à l'ensemble des agents publics mobilisés dans ce contexte de tensions. Ils accomplissent leurs missions dans des conditions particulièrement difficiles, avec professionnalisme et courage pour protéger la République. La confédération a également réitéré son soutien plein et entier à tous les salariés et agents de la fonction publique confrontés aux conséquences des dégradations commises samedi.***

> ***Et maintenant ? Depuis le début des mobilisations, notamment lycéennes, l'exécutif semble dépassé par la situation et peine toujours à trouver des solutions. Le président de la République somme les organisations syndicales de condamner les violences, nous ne l'avons pas attendu. Et l'exécutif nous invite, ou plutôt nous convoque pour imaginer des réponses à une crise qu'il n'a pas vue venir, qu'il ne comprend pas et dont il ne sait pas comment sortir.***
> ***FO renouvelle son appel à la mobilisation le 5 novembre***
> ***Dans ce contexte, devons-nous taire nos revendications ? Certainement pas. Le chaos du 17 octobre n'étouffe pas les attentes légitimes des travailleurs que nous représentons et qui attendent des réponses concrètes… Les lycéens ne sont toujours pas entendus, sur leurs emplois du temps, leurs conditions d'études, l'état des locaux et des établissements, la fin de Parcoursup, véritable machine à trier les élèves, qui met à mal leur avenir étudiant et professionnel.***
> ***C'est pourquoi FO renouvelle son appel à la mobilisation le 5 novembre, pour l'emploi, l'augmentation des salaires, dans le public et dans le privé, le blocage des prix, la défense « des services publics. Renoncer à manifester, ce serait céder aux pilleurs et aux casseurs. »***

Il est extraordinaire de lire que le Secrétaire Général de FO n'a « pas attendu » pour être sur la même longueur d'onde et partager l'idéologie du Président de la République sur le « chaos » ! Alors que Macron porte la responsabilité et se défausse, comme à l'habitude de toute responsabilité quand la colère populaire éclate contre l'injustice sociale de sa politique au service du capital.

Sans l'injustice sociale organisée depuis dix ans et une vraie négociation collective avec les syndicats, nous n'en serions pas là. Le résultat immédiat de cette idéologie de « l'ordre », c'est un projet de loi « casseurs payeurs » et une taxe pour soulager les compagnies d'assurance de leur responsabilité, taxe dite « anti-émeutes » pour faire payer les citoyens.

Quant à prétendre que les violences « *discréditent les revendications légitimes* », aucun syndicaliste ne peut dire cela … C'est le pouvoir politique qui dit cela, les patrons, les compagnies d'assurance.

Jamais un syndicaliste de la charte d'Amiens ! Et c'est un pouvoir, qui ayant perdu les élections est minoritaire et n'a aucune légitimité ; c'est une violence contraire à la démocratie ! Ne pas l'oublier ce désordre démocratique face aux tenants de l'ordre !

Les compagnies d'assurance en profitent pour estimer la casse à 1 milliard. Mais l'évasion fiscale, violence « en col blanc », c'est au moins 80 milliards. Sauf que, contre cette violence anti-civique, pas de loi, pas de scandale, mais le silence des domestiques du capital. Et pas de revendication pour que cela cesse et que cesse de faire payer les travailleurs!

Voilà un gouvernement minoritaire dont la politique doit être combattue, et pas seulement en paroles. Il veut une coupe de 54 milliards d'euros toujours dans les institutions sociales de l'État. Et ce après avoir fait passer 36 milliards de surplus pour le budget de l'armée il y a quelques mois. Il est urgent de dénoncer cette idéologie militariste et de demander qu'elle cesse. C'est un modèle de société qui n'est pas démocratique et massivement au service de groupes privés. Il faut reprendre et répartir ces 36 milliards dans l'instruction et la santé et ça suffira. Et il n'y aura pas à s'en prendre aux retraités qui seraient ponctionnés de 5, 5 milliards d'euros, y compris les plus modestes. C'est là, aussi, un choix de société. Non à la guerre et sa violence sanglante en Ukraine comme au Moyen-Orient avec des armes françaises. Oui à la justice sociale. Mais sur tout cela, pas un mot de revendication explicite dans les communiqués FO.

Au lieu de quoi, le secrétariat de FO vient de signer, pour les retraités, un texte à 1,4 %.. .ainsi justifié le 15 octobre :

> « Agirc-Arrco : une revalorisation de 1,4 %, un premier pas pour le pouvoir d'achat des retraités …
>
> **FO a pris ses responsabilités <u>en votant dans l'intérêt des retraités</u>. Ce vote ne signifie pas que nous considérons cette revalorisation comme suffisante. Il traduit notre volonté d'obtenir une augmentation concrète des pensions, tout en maintenant nos revendications pour une meilleure prise en compte de l'évolution du coût de la vie.**
>
> FO continuera à défendre le régime Agirc-Arrco, sa gestion paritaire et les droits des retraités. »

Mais l'inflation étant a minima estimée à 2,1 % en 2026, cette signature ne fait qu'entériner la baisse du pouvoir d'achat des retraités… Ce qui n'est pas dans leur intérêt ! C'est la rengaine corporatiste : « c'est mieux que rien » !

Ce alors que les caisses de l'État ne sont pas vides, mais vidées par le gouvernement à hauteur, au minimum, de 210 milliards selon un rapport du Sénat, et ce au service d'entreprises privées et sans aucun contrôle de l'usage de cet argent public détourné… Et là aussi FO devrait revendiquer que cela cesse ! Pas un mot.

De fait, le mandat de FO interdit de signer un texte qui entérine la baisse du pouvoir d'achat.

Avec le texte signé par FO sur les ruptures conventionnelles en mars, c'est un deuxième manquement majeur au mandat syndical FO comme aux statuts.

Rappelons que, pour les ruptures conventionnelles c'est la baisse de la durée des droits de 18 à 15 mois pour les moins de 55 ans, réduits à 20,5 mois pour les plus de 55 ans. Les plus de 57 ans pourraient perdre 6,5 mois et avec une fin de droits plus rapides.

Ces signatures sont une trahison du mandat.

Avec cette idéologie de l'ordre d'abord, sans jamais condamner le gouvernement pourtant responsable du désordre social et de l'injustice, avec cette signature de baisse du pouvoir d'achat, FO s'enfonce dans le syndicalisme d'accompagnement. Ce que reconnaissait en mars, le communiqué FO sur les ruptures conventionnelles : « le texte ne s'écarte pas du périmètre fixé par le gouvernement ».

Cette fois-ci, le secrétaire général de FO n'a « pas attendu » pour partager la même idéologie que Macron. Alors qu'il s'agit bien, pour le syndicalisme libre et indépendant, de condamner sa politique, à commencer par le choix de la répression plutôt que la négociation. Avec Souillot, on croirait entendre Notat de la CFDT qui avait répondu à des journalistes : « ce n'est pas la CFDT qui copie le patronat, c'est le patronat qui suit la CFDT » !

Au point où nous en sommes, il faut revenir au congrès de Rouen. Sans une intervention de nature politique, contraire aux statuts, le Secrétaire de la Fédération des Fonctionnaires aurait maintenu sa candidature et nous ne serions pas en train de vivre dans cette trahison du mandat de la Charte d'Amiens.

Il n'est pas possible de poursuivre dans cette pratique, le corporatisme, le syndicalisme d'accompagnement, qui est la marque de la CFDT, mais en aucun cas de la CGTFO, laquelle est à cause de cela en voie d'invisibilisation …

Un sursaut, basé sur le respect des statuts, des résolutions générales et de l'intérêt des travailleurs s'impose. Il s'impose en particulier à ceux qui ont, à Rouen, fait le choix bureaucratique d'une candidature unique, dont ils connaissaient pourtant l'enjeu politique. Inutile de critiquer le secrétaire général dans les couloirs, si c'est pour ne rien entendre dans les CCN : seulement 3 voix contre en septembre, en dépit de la signature sur les ruptures conventionnelles, c'est nul !

Or le secrétaire général n'est élu que pour respecter le mandat et les résolutions générales. Pas pour les trahir. Ainsi d'organiser la grève contre le gouvernement comme le dit le CCN de septembre dernier : pour l'heure on ne voit rien sur son organisation au niveau confédéral…

Les conséquences des deux signatures de 2026 sont négatives pour les salariés et retraités ; ce qui est bien plus grave que le bloc-notes de Pavageau, en 2018, dont les conséquences pour les salariés, retraités étaient nulles. C'est tellement plus grave que ça implique un prochain CCN de critique directe et de rappel au mandat. La défense des travailleurs prime sur un positionnement dans l'appareil. Le retour au syndicalisme de la Charte d'Amiens, quitte à changer de secrétaire général, prime aussi…

Retour à l'indépendance et à la liberté vis-à-vis de tous les pouvoirs, retour au seul mandat donné par les travailleurs. Retour aux fondamentaux.